

Convention collective départementale

IDCC : 2033. – **BÂTIMENT**
(ISÈRE)
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(17 septembre 1998)
(Bulletin officiel n° 1998-50)
(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

AVENANT DU 5 DÉCEMBRE 2005
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE REPAS DE NUIT
ET AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

NOR : *ASET0650188M*
IDCC : 2033

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère (FBTP 38) ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère (CAPEB 38 G),

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit, à compter du 1^{er} janvier 2006 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 10,20 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998

L'indemnité de repas est portée à : 8,52 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1 a : de 0 à 5 kilomètres : 0,88 € ;
- zone 1 b : de 5 à 10 kilomètres : 2,64 € ;
- zone 2 : de 10 à 20 kilomètres : 5,18 € ;
- zone 3 : de 20 à 30 kilomètres : 8,47 € ;
- zone 4 : de 30 à 40 kilomètres : 11,73 € ;
- zone 5 : de 40 à 50 kilomètres : 14,78 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1 a : de 0 à 5 kilomètres : 0,53 € ;
- zone 1 b : de 5 à 10 kilomètres : 1,55 € ;
- zone 2 : de 10 à 20 km : 3,02 € ;
- zone 3 : de 20 à 30 km : 4,66 € ;
- zone 4 : de 30 à 40 km : 6,29 € ;
- zone 5 : de 40 à 50 km : 7,86 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail et de l'emploi de Grenoble conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 5 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)